

## 15. Les Directives du Comité de la sécurité alimentaire mondiale sur les systèmes alimentaires et la nutrition : un regard sur le processus

Par Isa Álvarez Vispo, réseau URGENCI

L'autrice, militante pour des systèmes alimentaires justes, nous raconte le processus actuellement en cours pour l'élaboration de Directives volontaires sur les systèmes alimentaires au sein du Comité de la sécurité alimentaire. Elle y dénonce également la médicalisation de la faim et les tentatives de « corporate capture »<sup>1</sup> par l'agro-industrie.

En 2014, Rome a accueilli la Conférence internationale sur la nutrition (CIN2). L'un de ses résultats a été d'initier un processus de convergence politique au sein du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) pour traiter de la question de la nutrition dans le cadre de la sécurité alimentaire. De par son caractère inclusif et de convergence des politiques, le CSA a été reconnu comme le lieu stratégique pour mener à bien ce processus.

Dans le cadre du CSA, les processus peuvent aboutir à deux types de documents : des cadres de recom-

mandations ou des directives, ces dernières étant plus contraignantes que les premières. Lors du processus dont nous parlons ici, il a été possible d'orienter le processus vers la formulation de directives, qui prendrait le titre de « *Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition* ». Cette décision a été prise en octobre 2018, à l'issue de trois ans de travail acharné. Depuis lors, ce processus a été, et continue d'être, source de controverses, de son intitulé à sa gouvernance en elle-même. Bien que le mandat soit clair quant au titre, d'aucuns ont tenté de réorienter les directives afin qu'elles portent sur « les environnements alimentaires », cherchant ainsi à focaliser l'attention sur le dernier maillon de la chaîne, à savoir l'aspect « achat et décision » des consommateur·rice·s, et à laisser ainsi le volet consacré à la production.

Le Mécanisme de la société civile (MSC) a fait pression pour empêcher ce changement de termes, tout d'abord car il ne respectait pas le mandat prédéfini, ensuite car il aurait fait perdre aux directives le caractère global, qui est essentiel selon nous. Cette pression a porté ses fruits et l'intitulé des directives est resté

intact, bien que jusqu'aujourd'hui, le secteur privé et certains gouvernements tentent encore d'y apporter quelques modifications. Le fait d'entamer un processus d'élaboration de Directives est très important car il suppose une plus grande inclusion des acteur·rice·s en prévoyant la mise en place de consultations régionales locales où les gouvernements, le MSC et le Mécanisme du Secteur Privé (MSP) peuvent contribuer à partir de la réalité la plus locale à des processus qui, dans d'autres cas, sont éloignés des communautés tant sur le plan physique que sur le plan normatif. Dans ce cas, les différentes consultations ont eu lieu en 2019 à Panama City, Washington, Budapest, Addis-Abeba, Le Caire et Bangkok.

Historiquement, le discours sur la nutrition a été focalisé sur les régimes alimentaires et les kilocalories, selon une approche très "médicalisée" et avec une vision très mécaniste des relations entre le corps et la nourriture. Dès le début, le défi pour le MSC dans ce processus a été d'élargir cette approche et de rendre visible la relation entre la valeur nutritionnelle des aliments et les différents maillons de la chaîne alimentaire dans

1 Mainmise des entreprises en français, voir le Beet the System 2019, intitulé « Prise de pouvoir des multinationales : Comment contrer la mainmise des entreprises sur les espaces démocratiques ».

le cadre des droits humains. Pour ce faire, il a fallu relever de multiples défis. Le défi principal a résidé dans la vision fragmentée qu'ont les États des processus d'élaboration des politiques publiques et dans la quantité d'intérêts qui sont rassemblés autour de la nutrition et de sa médicalisation – cette dernière étant une approche réductionniste qui permet la justification du système agroindustriel et qui génère en même temps de fausses solutions très lucratives pour certains secteurs<sup>2</sup>. Compte tenu de tout cela, le MSC a compris dès le départ que ce processus devait aborder les régimes alimentaires comme un bien public, en rendant visible la responsabilité des politiques publiques dans ce qui finit dans l'estomac des gens.

Pour toutes ces raisons, les différents secteurs ont travaillé ensemble à l'élaboration de leur propre document de vision qui propose une approche intégrale et holistique, incluant tous les acteur·rice·s impliqué·e·s. Dans ce document, nous traduisons ce que devraient être, selon nous, ces directives. Ainsi, dès le préambule, nous partageons donc notre vision sur les éléments qui composent le système alimentaire et sur sa transformation :

*« Nous réaffirmons que l'alimentation est l'expression de valeurs, de cultures, de relations sociales et de l'autodétermination des peuples, et*

*que le fait de nous nourrir, nous-mêmes et les autres, est la concrétisation de notre souveraineté et de notre autonomie. Lorsque nous nous nourrissons et partageons un repas avec notre famille, nos amis et notre communauté, nous réaffirmons nos identités culturelles, notre relation d'interdépendance avec la nature, la maîtrise de notre destin et notre dignité humaine. La nutrition est essentielle au développement personnel et à une relation collective harmonieuse avec la nature. Cette approche de la nutrition crée un espace de convergence pour nombre de nos luttes en faveur de la souveraineté alimentaire, de la santé des êtres humains et de la nature, et du bien-être. Comprendre le défi de la malnutrition sous toutes ses formes suppose donc d'opérer une analyse globale et multidisciplinaire, qui combine les aspects politiques, culturels et techniques. Cela exige avant tout de reconnaître le besoin de justice, la sensibilité à la diversité et les valeurs que sont la dignité humaine, l'équité, la durabilité et la souveraineté. En ce sens, nous ne pourrions surmonter le problème de la malnutrition que si nous sommes capables de mobiliser nos communautés et de construire à cet effet un grand mouvement transcendant différents espaces et différents niveaux.*

*Nous estimons que le système alimentaire et le modèle de production agroindustriel hégémoniques*

*actuels non seulement n'ont apporté aucune réponse aux problèmes de la malnutrition que nous connaissons, mais qu'ils ont en outre contribué à la création de formes diverses de malnutrition et à la détérioration de nos régimes alimentaires, que ce soit en termes de variété ou en termes de qualité, ainsi qu'à la destruction de l'environnement et à la crise climatique à laquelle nous assistons. »<sup>3</sup>*

Dans cette perspective, nous estimons que les personnes doivent être au centre de ce processus et nous considérons donc le cadre des droits humains comme fondamental pour aborder le système alimentaire et ses problèmes dans toute leur complexité, en donnant la priorité aux droits humains, dans une perspective d'indivisibilité, au-dessus des multiples intérêts qui peuvent coexister. Pour nous, dans ces directives, il est nécessaire que des aspects fondamentaux tels que la biodiversité, la santé de la planète et des personnes, les droits des peuples indigènes, les droits des femmes, l'aspect culturel de l'alimentation et l'agroécologie en tant que modèle de production plus résilient apparaissent, et qu'ils apparaissent non seulement comme une liste

<sup>3</sup> Préambule, Document de vision du MSC relatif aux Directives du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition – Projet avancé, pg 1, [http://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2016/02/CSM-vision-document-FS-N\\_draft-June-2019\\_FR.pdf](http://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2016/02/CSM-vision-document-FS-N_draft-June-2019_FR.pdf)

<sup>2</sup> sur la médicalisation de la faim, voir article n°14, par Jasper Thys



d'éléments mais comme les multiples composantes d'un système qui sont interconnectées. Ce point de vue se heurte de front aux visions portées dans cet espace de discussion par le secteur privé et de nombreux gouvernements. Premièrement, parce qu'ils continuent à placer le marché mondial et les intérêts commerciaux au-dessus des droits des personnes et, deuxièmement, parce que la structure même par « tiroirs » des espaces institutionnels fait qu'il leur est difficile de bien comprendre ce dont nous parlons lorsque nous évoquons une vision holistique et intégrée. Pour nous, à l'heure où les crises climatique, économique et sociale préexistantes ont été aggravées par le coronavirus, cette perspective holistique est plus essentielle que jamais.

La définition même d'un régime alimentaire sain et durable est, en ce sens, une question controversée. Nous voulons une définition qui comprenne cette vision intégrée de ce qui rend un aliment nutritif, tandis que d'autres voix cherchent à maintenir une vision plus médicalisée de la nutrition afin de laisser la place à des propositions telles que l'enrichissement des aliments. En outre, le mot « durable » en lui-même est utilisé dans ces espaces de manière très ambiguë et les pages sont remplies de discours sur les Objectifs de développement durable (ODD), utilisant souvent la durabilité comme une notion floue pour éviter de parler des droits humains. Et, lorsqu'il s'agit d'associer le mot « durable » à une définition concrète, nous nous heurtons à un rejet ferme.

Un autre élément central de ce processus et des processus du CSA en général est celui de la gouvernance, à la fois dans le processus en lui-même et dans la mise en œuvre des directives mêmes. Le discours « multipartite » et la tendance à promouvoir les espaces « multi-acteurs » ainsi que les alliances « public-privé » sont au cœur du débat, tout comme les conflits d'intérêts qui en résultent<sup>4</sup>. Dans ce processus, les consommateur·trice·s sont tenu·e·s responsables de leurs choix alimentaires, comme si ceux·celles-ci n'étaient pas conditionné·e·s par les politiques publiques et comme si les États n'avaient pas la responsabilité de ga-

4 Sur le "multipartisme" : voir article n°2 "Espaces de gouvernance multi-parties prenantes et mainmise des entreprises" par Nora McKeon dans le Beet the System 2019.

rantir le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates. Dès lors, une partie centrale de notre discours est **la différenciation entre les parties prenantes et les détenteur-trice-s de droits** ainsi que la responsabilité des différents acteurs et la nécessité d'avoir comme cadre les droits humains.

En termes de **transparence et d'inclusion** au sein du processus, l'arrivée du Covid-19 est un élément qui ne nous a pas été bénéfique. En effet, l'arrivée du Covid a entraîné une diminution des possibilités de dialogues en face à face, ce qui a conduit à la nécessité de repenser le calendrier et les méthodologies. Ainsi, plusieurs pays et le secrétariat du CSA lui-même ont tenté de réduire le processus et ses négociations à des moments virtuels, sans possibilité de participation de la société civile de manière inclusive et avec une faible capacité de réaction. Alors que la pandémie a mis en évidence les lacunes d'un système alimentaire mondialisé et nous a donné encore plus d'éléments pour défendre nos positions, nous voyons comment les espaces de dialogue et les possibilités d'utiliser ces éléments et de les inclure dans ce processus se ferment. Nous sommes les témoins directs de la réaction du système lorsque celui-ci est sérieusement remis en question et, à l'heure actuelle, nous pouvons dire que, pour la société civile, il est très difficile d'obtenir un résultat satisfaisant.

De plus, il est important de signaler que pour l'année 2021, un Sommet mondial sur les systèmes alimentaires a été organisé, dont la promotion provient, du moins à notre connaissance, d'agences telles que la Banque mondiale, et dont l'envoyée spéciale des Nations unies pour cet espace de discussion sera la présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique. Ces éléments donnent une idée des priorités de ce Sommet. Par ailleurs, ce Sommet conditionne également le processus de rédaction de directives, puisque l'intention est d'accélérer le processus afin de parvenir à un résultat pour ce sommet et que l'excuse de l'urgence laisse donc la place à toutes les irrégularités déjà mentionnées.

Malgré tous les aspects négatifs et tous les obstacles décrits, il est également important de souligner certains aspects positifs pour nous. Le premier est qu'aujourd'hui, dans ce processus d'élaboration des directives, il est question de modèles de production, d'agriculture familiale, voire d'agroécologie, liés à la nutrition. Bien que tout ne se passe pas comme nous le souhaiterions, nous pouvons dire que nous nous sommes éloignés des discours qui se contentaient de parler des kilocalories et que nous avons élargi le champ d'action, et c'est en partie grâce aux événements que nous connaissons actuellement.

D'autre part, l'articulation de la société civile et la création de notre propre document de vision ont permis un processus vraiment riche, dans lequel tous les secteurs ont été impliqués et qui a réussi à élaborer notre propre document que nous pouvons utiliser, partager et rapporter dans nos régions. Nous parlons toujours de l'importance de relier ce qui se passe à Rome avec ce qui se passe dans nos foyers. Dans ce document, nous avons apporté à Rome la réalité de nos régions et maintenant, il est important que nous partagions ce document, fruit de beaucoup de travail et de nombreuses contributions de tou-te-s nos camarades et allié-e-s. Le moment est venu de continuer à faire pression, à travailler et à construire depuis la base, tout en continuant à essayer d'ouvrir des brèches dans ce processus d'élaboration de Directives. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons conscience de la machinerie contre laquelle nous luttons, à l'heure où le monde est sens dessus dessous, en pleine pandémie, et où le climat et la faim attestent d'un système alimentaire défaillant, il nous appartient de construire, d'insister, de converger et de résister dans la perspective des droits des peuples.

## AVERTISSEMENT

Les articles présents dans cette publication ont été écrits en juin et juillet 2020. La situation liée à la pandémie de Covid-19 évoluant rapidement, il est possible que certaines données reprises dans les articles soient maintenant obsolètes.

### Révision des chiffres de la faim dans le monde, mais nous sommes toujours loin de réaliser l'objectif « Zéro Faim » d'ici à 2030.

Le dernier rapport sur « l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde » (SOFI) a été publié le 13 juillet passé, conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres agences des Nations Unies. Le rapport confirme la tendance alarmante à l'augmentation du nombre de personnes globalement touchées par la faim et toutes les formes de malnutrition<sup>1</sup>.

Trois points importants sont à retenir de ce rapport. Premièrement, des **misés à jour** dans les données, notamment sur les estimations de la sous-alimentation en Chine, ont permis de **réviser à la baisse les chiffres de la faim** dans le monde. Deuxièmement, malgré cette révision à la baisse, **le nombre de personnes touchées par la faim dans le monde reste en augmentation depuis 2014**<sup>2</sup>. Il est estimé qu'en 2019 près de **690 millions de personnes dans le monde souffraient de la faim**, soit 8,9 % de la population mondiale. De plus, près de 750 millions de personnes, soit près d'une personne sur dix dans le monde, étaient exposées à l'insécurité alimentaire grave. Enfin, une estimation préliminaire donne à penser que **la pandémie de Covid-19 pourrait ajouter, en fonction du scénario de croissance économique, entre 83 et 132 millions de personnes au nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde en 2020**. Le rapport est donc clair : « le monde n'est pas en voie d'atteindre l'objectif de développement durable « Zéro Faim » d'ici à 2030. Si les tendances récentes se poursuivent, le nombre de personnes touchées par la faim dépassera les 840 millions d'ici à 2030. »

Suite à la sortie du rapport SOFI 2020, nous avons fait le choix d'actualiser tous les chiffres de cette publication, afin d'être les plus à jour possible. Concrètement, les chiffres du rapport SOFI 2019, qui avaient été repris dans plusieurs articles lors de leur rédaction – plus particulièrement celui faisant état de 821 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde –, ont été remplacés par les chiffres du dernier rapport SOFI.

1 FIAN International, Press Release : Le Rapport SOFI reconnaît le besoin urgent de transformation des systèmes alimentaires, 16 juillet 2020. <https://www.fian.org/fr/press-release/article/le-rapport-sofi-reconnait-le-besoin-urgent-de-transformation-des-systemes-alimentaires-2531>

2 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2020. Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/ca9699fr>

## PARTICIPER?

Envie de contribuer à notre revue Beet the System? N'hésitez pas à nous contacter pour rejoindre le comité de rédaction du Beet the System. Celui-ci est composé de membres ou sympathisant-e-s de FIAN intéressé-e-s d'écrire/relire/traduire/dessiner/ou autre pour **BEET the system** de manière plus ou moins régulière. Vous pouvez aussi juste proposer un article pour un prochain numéro

Contact: [mariehelene@fian.be](mailto:mariehelene@fian.be)

### Rédaction

Margot Vermeyleen, Chantal Clément, Stefanie Vandevijvere, Olivier De Schutter, Manuel Eggen, Martin Biernaux, Romane Quintin, Anne Leclercq, Louise Donnet, Laurence Lewalle, Jonathan Peuch, Catherine Closson, GRAIN, Hernando Salcedo Fidalgo, Ingrid Paola Romero Nino, Jasper Thys, Isa Álvarez Vispo, Ivan Mammanna

### Relecture

Astrid Bouchedor, Louise Donnet, Marie-Hélène Lefèvre, Manuel Eggen, Florence Kroff, Hanne Flachet et Margot Vermeyleen

### Coordination & édition

Astrid Bouchedor, Louise Donnet et Margot Vermeyleen

### Editrice responsable

Priscilla Claeys

### Mise en page & illustrations

Camila Guzman Martini

### Date de publication

Octobre 2020

### Reproduction

Le contenu de cette publication peut être cité ou reproduit à condition de citer correctement la source

## LES AUTRES PUBLICATIONS DE FIAN BELGIUM

### ÉTUDES

- Beet the System ! Prise de pouvoir des multinationales
- WATCH 2019 Le pouvoir des femmes dans les luttes pour la souveraineté alimentaire
- Pas de nourriture dans ma voiture ! Évaluation de la politique belge d'incorporation d'agrocarburants
- Rapport de cas Accaparement de terres et huile de palme en Sierra Leone. Analyse du cas SOCFIN à la lumière des droits humains
- Beet the System ! Agriculture et changement climatique.

Entre fausses solutions et vraies pistes d'actions, quels sont les différents enjeux ?

- WATCH 2018 Dématérialisation de l'alimentation : aborder de front les défis de l'ère numérique
- Etude FIAN Pressions sur nos terres agricoles. Face à l'artificialisation des sols, quels leviers d'action ?
- Beet the System ! Agir localement pour notre alimentation : quelle gouvernance pour des systèmes alimentaires alternatifs ?
- Le mythe de l'huile de palme 100% durable
- Etude FIAN La coopération belge en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire : bilan et perspectives
- ...

### NOTES

- La déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan-ne-s : pour une mise en oeuvre en Belgique
- Entreprises et droits humains : un traité vers la fin de l'impunité ! (fr/nl)
- Évaluation de la politique belge d'incorporation d'agrocarburants - Le cas de l'huile de palme
- Les conseils de politique alimentaire (fr/nl)
- Le droit à une alimentation adéquate en Belgique
- La Déclaration sur les droits des paysannes et des paysans: une protection spécifique est nécessaire
- Série de notes sur la Déclaration sur les droits des paysans et paysannes:
- Les Droits collectifs
- Les Obligations des États
- ...

> RETROUVEZ TOUTES  
NOS PUBLICATIONS SUR  
[WWW.FIAN.BE](http://WWW.FIAN.BE)





## > COMMENT COMMANDER?

• Pour recevoir **gratuitement** une de nos publications par la poste, remplissez notre formulaire de commande en ligne à l'adresse [www.fian.be/Publication](http://www.fian.be/Publication) ou envoyez-nous un mail à [fian@fian.be](mailto:fian@fian.be) avec votre demande et vos coordonnées complètes.

• **En ligne:**  
L'ensemble de nos publications, documents de position, communiqués de presse se trouvent à l'adresse [www.fian.be](http://www.fian.be)

• **Mais aussi:**  
la newsletter, les dernières actualités, l'agenda des activités FIAN: débats, projections, tables-rondes, ...

INTERPELLER - MOBILISER - LUTTER  
POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION !

-  Fian Belgium
-  @FIANbelgium
-  FIANbelgium
-  FIAN Belgium

FIAN Belgium  
Rue van Elewyck, 35  
1050 Bruxelles

[www.fian.be](http://www.fian.be)  
[fian@fian.be](mailto:fian@fian.be)

+32 2 640 84 17

Avec le soutien de :



Belgique  
partenaire du développement

Périodique annuel | P302397 | Dépôt Ixelles - Flagey | Ne paraît pas en juillet et août  
Jaarlijks uitgave | P302397 | Deponering Elsene - Flagey | Verschijnt niet in juli en augustus  
Jährliche Zeitschrift | P302397 | Aufgabepostamt Ixelles - Flagey | Erscheint nicht im Juli und August